

JCDecaux

Rapport financier semestriel 2018

26 juillet 2018

Table des matières

Rapport d'activité du 1^{er} semestre 2018	3
Communiqué financier des résultats du 1 ^{er} semestre 2018.....	3
Faits marquants du 1 ^{er} semestre 2018	11
Perspectives.....	13
Transactions avec les parties liées	14
Facteurs de risques	15
Comptes consolidés du 1^{er} semestre 2018	17
Etats financiers consolidés intermédiaires résumés.....	17
Annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés.....	22
Rapport des Commissaires aux Comptes	28
Attestation de la personne responsable du rapport semestriel	30

RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{ER} SEMESTRE 2018

COMMUNIQUE FINANCIER DES RESULTATS DU 1^{ER} SEMESTRE 2018

- **Chiffre d'affaires ajusté en baisse de -0,5 % à 1 643,3 millions d'euros**
- **Croissance du chiffre d'affaires organique ajusté en hausse de +4,0 %, avec un 2^{ème} trimestre en accélération (+4,9 %)**
- **Marge opérationnelle ajustée de 214,4 millions d'euros, en baisse de -15,9 %**
- **Résultat d'exploitation ajusté, avant charges de dépréciation, de 82,8 millions d'euros, en baisse de -28,1 %**
- **Résultat net part du Groupe de 57,5 millions d'euros, en baisse de -22,4 %**
- **Cash-flow disponible ajusté de 43,2 millions d'euros, en hausse de +43,5 %**
- **Croissance du chiffre d'affaires organique ajusté attendue en hausse autour de +7 % au 3^{ème} trimestre 2018**

Paris, le 26 juillet 2018 – JCDecaux SA (Euronext Paris : DEC), numéro un mondial de la communication extérieure, publie ce jour ses résultats pour le premier semestre 2018.

A la suite de l'application de la norme IFRS 11 depuis le 1^{er} janvier 2014, les données opérationnelles présentées ci-dessous sont ajustées pour prendre en compte l'impact en proportionnel des sociétés sous contrôle conjoint. Merci de vous référer au paragraphe « Données ajustées » en pages 5 et 6 de ce communiqué pour la définition de ces données ajustées ainsi que pour la réconciliation avec les données IFRS.

Les données comparatives 2017 sont retraitées de l'application rétrospective d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients », applicable au 1^{er} janvier 2018. L'application d'IFRS 15 conduit à un changement de présentation des facturations de taxes publicitaires. L'impact sur les chiffres du premier semestre 2017 publiés précédemment est de +10,0 millions d'euros sur le chiffre d'affaires ajusté. Il n'y pas d'impact sur la marge opérationnelle.

A l'occasion de la publication des résultats du premier semestre 2018, **Jean-Charles Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« Notre chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2018 de 1 643 millions d'euros est en baisse de -0,5 % en croissance publiée en raison de l'impact négatif de l'effet de change et en hausse de +4,0 % en base organique, porté par un deuxième trimestre meilleur qu'attendu avec une croissance organique de +4,9 % grâce à l'accélération du digital. Le chiffre d'affaires digital du Groupe, qui représente désormais 18,6% du chiffre d'affaires total, poursuit sa forte progression sur l'ensemble des segments : Mobilier Urbain à +38,4 %, Transport à +17,6 % et Affichage à +22,7 %. La croissance organique du Mobilier Urbain a été impactée par l'annulation inattendue du contrat provisoire des Mobiliers Urbains pour l'Information (MUI) de Paris en France, alors que le Transport a affiché une forte performance avec une croissance à deux chiffres en Chine. L'Affichage a légèrement diminué principalement en raison d'une réduction de notre patrimoine de grands formats traditionnels au Royaume-Uni alors que notre activité de grands formats digitaux y reste solide.

Comme attendu, notre marge opérationnelle totale a diminué de -240pb à 13,0 %, principalement en raison de l'annulation inattendue du contrat provisoire des Mobiliers Urbains pour l'Information (MUI) de Paris en France et de la montée en puissance simultanée de nouveaux contrats substantiels tels que le contrat Yarra trams en Australie en Mobilier Urbain, l'aéroport et le métro de São Paulo et l'aéroport de Canton-Baiyun (Terminal 2) en Transport. L'Affichage est resté difficile dans le Reste de l'Europe et dans le Reste du Monde. La marge opérationnelle totale est également impactée à court terme par le lancement d'une plateforme programmatique mondiale, indépendante et automatisée, de planning et de trading, VIOOH, ainsi que par nos initiatives stratégiques de croissance liées à la création de notre nouvelle Division Data au niveau Corporate.

En ce qui concerne la croissance organique, nous avons remporté plusieurs contrats publicitaires significatifs au premier semestre 2018, tels que le contrat de mobilier urbain de Singapour et le contrat de grand format de Lisbonne. Nous avons également renouvelé les contrats de mobilier urbain de Lisbonne et de Berlin ainsi que le contrat des sanitaires automatiques publics de Berlin. En Transport, nous avons renouvelé le contrat emblématique du MTR de Hong Kong.

Comme prévu, la consolidation du marché de la communication extérieure se poursuit, avec l'annonce de la signature d'un accord avec APN Outdoor Group Limited en vue de l'acquisition de 100 % du capital d'APN Outdoor via un Scheme of Arrangement. L'Australie est le 7^{ème} marché publicitaire mondial, avec une part croissante de la communication extérieure représentant désormais 6 % des investissements publicitaires, dont près de 50 % en digital. La transaction est soumise à certaines conditions de clôture dont l'approbation des actionnaires de APN Outdoor ainsi qu'à l'autorisation de l'Australian Competition and Consumer Commission.

En ce qui concerne le troisième trimestre 2018, nous nous attendons à ce que la croissance de notre chiffre d'affaires organique ajusté accélère pour atteindre autour de +7 %.

Dans un paysage des media de plus en plus fragmenté, la communication extérieure renforce son attractivité. Avec notre exposition grandissante aux pays à plus forte croissance, le déploiement de notre portefeuille digital allié à une nouvelle plateforme de vente à l'audience alimentée en données qualitatives, notre faculté à remporter de nouveaux contrats et la qualité de nos équipes dans le monde, nous sommes convaincus que nous sommes bien positionnés pour continuer à surperformer le marché publicitaire mondial et renforcer notre position de numéro un du marché de la communication extérieure grâce à des gains profitables de parts de marchés. La solidité de notre bilan est un avantage clé qui nous permettra de continuer à saisir les opportunités de croissance qui se présenteront et à investir significativement en digital. »

CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTÉ

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2018 est en baisse de -0,5 % à 1 643,3 millions d'euros contre 1 651,4 millions d'euros au premier semestre 2017. En base organique (i.e. en excluant l'impact négatif lié à la variation des taux de change et l'effet positif lié aux variations de périmètre), le chiffre d'affaires ajusté est en augmentation de +4,0 %. La croissance du chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain et de supports publicitaires, est de +3,7 % au premier semestre 2018.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a augmenté de +1,3 % à 900,8 millions d'euros, soit une croissance organique de +4,9 % par rapport au deuxième trimestre 2017. Le chiffre d'affaires publicitaire ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain et de supports publicitaires, est en hausse de +4,5 % en organique au deuxième trimestre 2018.

Chiffre d'affaires ajusté

m€	S1 2018			S1 2017			Variation 18/17		
	T1	T2	S1	T1	T2	S1	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	337,1	405,6	742,7	345,6	406,0	751,6	-2,5%	-0,1%	-1,2%
Transport	293,5	365,9	659,4	302,3	349,4	651,7	-2,9%	+4,7%	+1,2%
Affichage	111,9	129,3	241,2	114,7	133,4	248,1	-2,4%	-3,1%	-2,8%
Total	742,5	900,8	1 643,3	762,6	888,8	1 651,4	-2,6%	+1,3%	-0,5%

Croissance organique du chiffre d'affaires ajusté ^(a)

	Variation 18/17		
	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	+2,1%	+3,5%	+2,9%
Transport	+5,0%	+8,8%	+7,0%
Affichage	-0,6%	-1,1%	-0,9%
Total	+2,8%	+4,9%	+4,0%

(a) A périmètre et taux de change constants

Chiffre d'affaires ajusté par zone géographique

m€	S1 2018	S1 2017	Croissance publiée	Croissance organique ^(a)
Europe ^(b)	447,4	443,0	+1,0%	+2,5%
Asie-Pacifique	400,2	372,9	+7,3%	+14,5%
France	287,6	301,8	-4,7%	-4,7%
Reste du Monde	208,3	216,6	-3,8%	+6,1%
Royaume-Uni	173,2	175,9	-1,5%	+0,7%
Amérique du Nord	126,6	141,2	-10,3%	+0,1%
Total	1 643,3	1 651,4	-0,5%	+4,0%

(a) A périmètre et taux de change constants

(b) Hors France et Royaume-Uni

Merci de noter que les commentaires ci-dessous, relatifs aux zones géographiques, concernent l'évolution du chiffre d'affaires organique.

MOBILIER URBAIN

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2018 est en baisse de -1,2 % à 742,7 millions d'euros, +2,9 % en organique, porté par l'Asie-Pacifique, l'Amérique du Nord, le Reste du Monde et le Royaume-Uni.

Au premier semestre, le chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain, croît de +3,0 % comparé au premier semestre 2017.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a diminué de -0,1 % à 405,6 millions d'euros, soit une croissance organique de +3,5 % par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière. Le chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain, est en hausse de +3,3 % au deuxième trimestre 2018 par rapport au deuxième trimestre 2017.

TRANSPORT

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2018 est en hausse de +1,2 % et s'établit à 659,4 millions d'euros, +7,0 % en organique, grâce à une forte croissance à deux chiffres en Asie-Pacifique et une bonne croissance en Europe, malgré une baisse de la croissance organique en Amérique du Nord.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a progressé de +4,7 % à 365,9 millions d'euros, soit une croissance organique de +8,8 % par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière.

AFFICHAGE

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre baisse de -2,8 % à 241,2 millions d'euros, -0,9 % en organique, bien que notre chiffre d'affaire digital au Royaume-Uni reste fort.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a baissé de -3,1 % à 129,3 millions d'euros, soit une croissance organique de -1,1 % par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière.

MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE (1)

Au premier semestre 2018, la marge opérationnelle ajustée du Groupe décroît de -15,9 % à 214,4 millions d'euros contre 255,0 millions d'euros au premier semestre 2017. La marge opérationnelle ajustée représente 13,0 % du chiffre d'affaires, soit -240 points de base de moins que l'année dernière, principalement en raison de la situation en France avec l'annulation inattendue du contrat provisoire des Mobiliers Urbains pour l'Information (MUI) de Paris et le non-renouvellement de Vélib', le démarrage de nouveaux contrats et les investissements dans le programmatique et les données.

	S1 2018		S1 2017		Variation 18/17	
	m€	% du CA	m€	% du CA	Variation (%)	Taux de marge (pb)
Mobilier Urbain	149,3	20,1 %	174,9	23,3 %	-14,6 %	-320pb
Transport	53,8	8,2 %	66,0	10,1 %	-18,5 %	-190pb
Affichage	11,3	4,7 %	14,1	5,7 %	-19,9 %	-100pb
Total	214,4	13,0 %	255,0	15,4 %	-15,9 %	-240pb

Mobilier Urbain : Au premier semestre 2018, la marge opérationnelle ajustée diminue de -14,6 % à 149,3 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée baisse de -320 points de base à 20,1 % par rapport au premier semestre 2017, impactée par l'annulation inattendue du contrat provisoire des Mobiliers Urbains pour l'Information (MUI) de Paris et le non-renouvellement de Vélib' ainsi que le démarrage de nouveaux contrats comme celui de Yarra trams en Australie.

Transport : Au premier semestre 2018, la marge opérationnelle ajustée diminue de -18,5 % à 53,8 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée baisse de -190 points de base à 8,2 % par rapport au premier semestre 2017, principalement en raison du démarrage de nouveaux contrats comme l'aéroport et le métro de São Paulo et l'aéroport de Canton-Baiyun (Terminal 2).

Affichage : Au premier semestre 2018, la marge opérationnelle ajustée diminue de -19,9 % à 11,3 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée baisse de -100 points de base à 4,7 % par rapport au premier semestre 2017, en ligne avec la baisse de chiffre d'affaires.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AJUSTÉ (2)

Au premier semestre 2018, le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation baisse de -28,1 %, et s'établit à 82,8 millions d'euros, contre 115,1 millions d'euros au premier semestre 2017. Il représente 5,0 % du chiffre d'affaires, soit 200 points de base de moins qu'au premier semestre 2017 (7,0 %). La consommation de pièces détachées de maintenance diminue au premier semestre 2018 par rapport au premier semestre 2017 en raison de l'annulation inattendue du contrat provisoire des Mobiliers Urbains pour l'Information (MUI) de Paris et du non-renouvellement de Vélib'. Les dotations aux amortissements et provisions, nettes des reprises, sont en ligne comparées au premier semestre 2017. La baisse des reprises de provisions pour perte à terminaison relatives à CEMUSA et OUTFRONT Media Latam est compensée par une reprise de provisions pour démontage exceptionnelle relative à l'annulation inattendue du contrat provisoire des Mobiliers Urbains pour l'Information (MUI) de Paris et au non-renouvellement de Vélib'. Le montant des autres produits et charges opérationnels est en ligne avec la même période l'année dernière.

Aucune charge de dépréciation significative n'a été enregistrée sur la période.

Le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation est en baisse de -30,3 % à 82,7 millions d'euros comparé à 118,7 millions d'euros au premier semestre 2017.

RÉSULTAT FINANCIER (3)

Au premier semestre 2018, le résultat financier est de -11,3 millions d'euros contre -15,3 millions d'euros au premier semestre 2017, principalement en raison du remboursement de l'emprunt obligataire de 500 millions d'euros en février 2018.

SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Au premier semestre 2018, le résultat des sociétés mises en équivalence est de 38,6 millions d'euros, en baisse par rapport au premier semestre 2017 (à 46,5 millions d'euros).

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Au premier semestre 2018, le résultat net part du Groupe avant charges de dépréciation diminue de -20,0 % et s'établit à 57,6 millions d'euros, contre 72,0 millions d'euros au premier semestre 2017.

Après l'impact des charges de dépréciation, le résultat net part du Groupe diminue de -22,4 % à 57,5 millions d'euros comparé à 74,1 millions d'euros au premier semestre 2017.

INVESTISSEMENTS AJUSTÉS

Au premier semestre 2018, les investissements nets ajustés (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions) s'élèvent à 94,2 millions d'euros, comparés à 93,2 millions d'euros en ligne avec le premier semestre 2017, principalement liés à la digitalisation de l'ensemble de nos activités.

CASH-FLOW DISPONIBLE AJUSTÉ ⁽⁴⁾

Au premier semestre 2018, le cash-flow disponible ajusté est de 43,2 millions d'euros comparé à 30,1 millions d'euros au premier semestre 2017. Cette hausse est principalement due à des flux opérationnels plus élevés, bénéficiant de remboursements d'impôts en France en lien avec l'annulation de la contribution de 3 % sur les dividendes versés entre 2013 et 2017 et de la liquidation de l'impôt sur les sociétés 2017, compensés par une augmentation de nos besoins en fonds de roulement principalement lié à des stocks plus élevés en raison des nouveaux contrats en démarrage.

DIVIDENDE

Le dividende de 0,56 euro par action au titre de l'exercice 2017, approuvé par l'Assemblée Générale des actionnaires qui s'est tenue le 17 mai 2018, a été versé le 24 mai 2018 pour un montant total de 119,1 millions d'euros.

DETTE NETTE ⁽⁵⁾

La dette nette au 30 juin 2018 est de 494,6 millions d'euros comparée à une dette nette de 551,4 millions d'euros au 30 juin 2017.

DONNÉES AJUSTÉES

La norme IFRS 11, applicable depuis le 1^{er} janvier 2014, conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint.

Toutefois, afin de refléter la réalité opérationnelle du Groupe, les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint vont continuer d'être intégrées proportionnellement dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuient les dirigeants pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance.

En conséquence, conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers est en ligne avec cette information interne, et la communication financière externe du Groupe s'appuie donc sur cette information financière opérationnelle. L'information financière et les commentaires sont donc basés sur des données « ajustées », comparables aux données historiques antérieures à 2014, qui sont systématiquement réconciliées avec les états financiers IFRS.

Pour le compte de résultat, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au résultat d'exploitation. Pour le tableau de flux de trésorerie, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au cash-flow disponible.

Au premier semestre 2018, l'impact de la norme IFRS 11 sur nos agrégats ajustés est de :

- -195,5 millions d'euros sur le chiffre d'affaires ajusté (-200,6 millions d'euros au premier semestre 2017) ; le chiffre d'affaires IFRS est donc de 1 447,8 millions d'euros (1 450,8 millions d'euros au premier semestre 2017).
- -52,0 millions d'euros sur la marge opérationnelle ajustée (-59,0 millions d'euros au premier semestre 2017) ; la marge opérationnelle IFRS est donc de 162,4 millions d'euros (196,0 millions d'euros au premier semestre 2017).
- -41,1 millions d'euros sur le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation (-51,5 millions d'euros au premier semestre 2017) ; le résultat d'exploitation avant charges de dépréciation IFRS est donc de 41,7 millions d'euros (63,6 millions d'euros au premier semestre 2017).
- -41,1 millions d'euros sur le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation (-51,5 millions d'euros au premier semestre 2017) ; le résultat d'exploitation après charges de dépréciation IFRS est donc de 41,6 millions d'euros (67,2 millions d'euros au premier semestre 2017).
- -4,4 millions d'euros sur les investissements ajustés (-6,4 millions d'euros au premier semestre 2017) ; les investissements IFRS sont donc de 89,8 millions d'euros (86,8 millions d'euros au premier semestre 2017).
- -35,1 millions d'euros sur le cash-flow disponible ajusté (-31,5 millions d'euros au premier semestre 2017) ; le cash-flow disponible IFRS est donc de 8,1 millions d'euros (-1,4 million d'euros au premier semestre 2017).

Une réconciliation complète entre les données ajustées et les données IFRS est disponible page 9 de ce communiqué.

NOTES

- (1) **Marge opérationnelle** : Chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation (hors pièces détachées de maintenance) et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.
- (2) **Résultat d'exploitation** : Marge opérationnelle diminuée des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill, des pièces détachées de maintenance et des autres charges et produits opérationnels.
- (3) **Résultat financier** : Hors impact de charges nettes d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires (-0,3 million d'euros au premier semestre 2018 et -1,1 million d'euros au premier semestre 2017).
- (4) **Cash-flow disponible** : Flux net des activités opérationnelles diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions.
- (5) **Dettes nettes** : Dette nette de la trésorerie gérée diminuée des découverts bancaires excluant les impacts non-cash IAS 32 (dettes sur engagements de rachat de minoritaires) et incluant les impacts non-cash IFRS 9 (sur la dette et les instruments financiers de couverture).

Déclarations de nature prévisionnelle

Ce communiqué peut contenir certaines déclarations de nature prévisionnelle. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Bien que la Société estime que ces déclarations reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent communiqué, elles sont par nature soumises à des risques et incertitudes, pouvant donner lieu à un écart entre les chiffres réels et ceux indiqués ou induits dans ces déclarations.

Ces risques et incertitudes incluent notamment les risques décrits dans le document de référence déposé par la Société auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières de la Société peuvent obtenir copie de ce document de référence auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sur le site web www.amf-france.org ou directement auprès de la Société sur le site www.jcdecaux.com.

La Société n'a pas l'obligation et ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prévisionnelle.

Direction de la Communication : Agathe Albertini

01 30 79 34 99 – agathe.albertini@jcdecaux.com

Relations Investisseurs : Arnaud Courtial

01 30 79 79 93 – arnaud.courtial@jcdecaux.com

DÉFINITION DE LA CROISSANCE ORGANIQUE

La croissance organique du Groupe correspond à la croissance du chiffre d'affaires ajusté hors effet de change et variation de périmètre. L'exercice de référence est inchangé par rapport aux données publiées, et la croissance organique est calculée en appliquant les taux de change moyens de l'exercice précédent au chiffre d'affaires de l'exercice en cours et en prenant en compte les variations de périmètre *pro rata temporis*, mais en incluant les variations de chiffre d'affaires liés aux gains de nouveaux contrats et aux pertes de contrats précédemment en portefeuille.

m€		T1	T2	S1
CA ajusté 2017	(a)	762,6	888,8	1 651,4
CA IFRS 2018	(b)	658,0	789,8	1 447,8
Impacts IFRS 11	(c)	84,5	111,0	195,5
CA ajusté 2018	(d) = (b) + (c)	742,5	900,8	1 643,3
Impacts de change	(e)	42,1	32,2	74,3
CA ajusté 2018 aux taux de change 2017	(f) = (d) + (e)	784,6	933,0	1 717,6
Variation de périmètre	(g)	(0,3)	(0,5)	(0,8)
CA organique ajusté 2018	(h) = (f) + (g)	784,3	932,5	1 716,8
Croissance organique	(i) = (h) / (a)	+2,8%	+4,9%	+4,0%

m€	Impact des taux de change au 30 juin 2018
USD	14,8
HKD	11,8
BRL	7,6
RMB	7,3
GBP	3,9
Autres	28,9
Total	74,3

Taux de change moyen	S1 2018	S1 2017
USD	0,8262	0,9233
HKD	0,1054	0,1188
BRL	0,2415	0,2904
RMB	0,1297	0,1343
GBP	1,1367	1,1620

RÉCONCILIATION ENTRE LES DONNÉES AJUSTÉES ET LES DONNÉES IFRS

Compte de résultat	S1 2018			S1 2016		
	m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint
Chiffre d'affaires	1 643,3	(195,5)	1 447,8	1 651,4	(200,6)	1 450,8
Charges d'exploitation nettes	(1 428,9)	143,5	(1 285,4)	(1 396,4)	141,6	(1 254,8)
Marge opérationnelle	214,4	(52,0)	162,4	255,0	(59,0)	196,0
Pièces détachées de maintenance	(16,9)	0,7	(16,2)	(24,4)	0,7	(23,7)
Amortissements et provisions (nets des reprises)	(123,0)	9,7	(113,3)	(123,0)	6,6	(116,4)
Autres produits et charges opérationnels	8,3	0,5	8,8	7,5	0,2	7,7
Résultat d'exploitation avant charges de dépréciation	82,8	(41,1)	41,7	115,1	(51,5)	63,6
Charges nettes de dépréciation ⁽¹⁾	(0,1)	-	(0,1)	3,6	-	3,6
Résultat d'exploitation après charges de dépréciation	82,7	(41,1)	41,6	118,7	(51,5)	67,2

⁽¹⁾ Y compris dépréciation de l'actif net des sociétés sous contrôle conjoint

Tableau de flux de trésorerie	S1 2018			S1 2016		
	m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint
Flux opérationnels nets des coûts de maintenance	174,9	(18,7)	156,2	137,6	20,7	158,3
Variation du besoin en fonds de roulement	(37,5)	(20,8)	(58,3)	(14,3)	(58,6)	(72,9)
Flux nets des activités opérationnelles	137,4	(39,5)	97,9	123,3	(37,9)	85,4
Investissements	(94,2)	4,4	(89,8)	(93,2)	6,4	(86,8)
Cash-flow disponible	43,2	(35,1)	8,1	30,1	(31,5)	(1,4)

FAITS MARQUANTS DU 1^{ER} SEMESTRE 2018

Principaux contrats remportés

- **Reste de l'Europe**

En janvier, JCDecaux a annoncé la signature, par sa filiale allemande Wall, basée à Berlin, d'un nouveau contrat exclusif de 15 ans portant sur l'ensemble du mobilier urbain publicitaire rétroéclairé et digital de la ville, hors aribus. Ce contrat fait suite à un appel d'offres.

En février, JCDecaux a annoncé que sa filiale JCDecaux Luxembourg a remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat de vélos électriques en libre-service de Luxembourg, la ville capitale du Grand-Duché de Luxembourg pour une durée de 10 ans (116 000 habitants, 180 000 frontaliers, 60% des 590 000 habitants du pays se rendent au moins une fois par semaine dans la capitale).

En février, JCDecaux a annoncé que sa filiale néerlandaise, JCDecaux Netherlands, a remporté un contrat exclusif de 8 ans portant sur le mobilier urbain publicitaire (hors aribus) de La Haye.

En juin, JCDecaux a annoncé que sa filiale JCDecaux Portugal a remporté, via une offre combinée, les 2 lots de l'appel d'offres pour l'installation et l'exploitation publicitaire du mobilier urbain et des panneaux digitaux grand format de la ville de Lisbonne (505 000 habitants) pour une durée de 15 ans.

En juin, JCDecaux a annoncé que sa filiale allemande Wall GmbH a remporté l'appel d'offres de Berlin portant sur la fourniture, l'installation et l'exploitation des sanitaires publics de la capitale allemande. A Berlin, Wall exploite les sanitaires publics financés par la publicité depuis 1992.

- **Asie-Pacifique**

En janvier, FMIDecaux, la nouvelle co-entreprise entre JCDecaux S.A., numéro un mondial de la communication extérieure, et son partenaire First Myanmar Investment Co., Ltd., première société cotée du Myanmar, a remporté, avec le Yangon City Development Committee, le contrat exclusif de 20 ans du mobilier urbain publicitaire de Yangon (population : plus de 5,2 millions d'habitants).

En février, JCDecaux a remporté un contrat exclusif de 7 ans pour gérer la publicité et entretenir 1 459 aribus à Singapour (population : plus de 5,6 millions d'habitants), attribué par la Land Transport Authority (LTA).

En mai, JCDecaux a annoncé que JCDecaux Pearl & Dean, filiale à 100 % de JCDecaux a remporté le renouvellement de ses contrats exclusifs de publicité avec MTR Corporation pour l'exploitation et la gestion de la communication extérieure de sept lignes du MTR et de la ligne Airport Express. Ces contrats, effectifs depuis janvier 2018, ont une durée maximum de 6 ans.

Acquisitions, cessions et prise de participations

- **Asie-Pacifique**

En juin, JCDecaux a annoncé la signature d'un accord avec APN Outdoor Group Limited (« APN Outdoor ») en vue de l'acquisition de 100% du capital d'APN Outdoor via un *Scheme of Arrangement* soumis à l'approbation des actionnaires de APN Outdoor ainsi qu'à l'autorisation de l'Australian Competition and Consumer Commission. Aux termes de l'accord, JCDecaux offrira 6,70 dollars australiens en numéraire par action APN Outdoor, correspondant approximativement à 1,119 milliard de dollars australiens / 0,714 milliard d'euros et à un multiple VE / EBITDA 2018 de 12,9x avant synergies..

Autres faits marquants

- **Groupe**

En mai, JCDecaux a créé une Direction Data au niveau Groupe et franchit une nouvelle étape dans la transformation et le développement de son activité. En se dotant d'une Direction dédiée, rattachée au Directoire, JCDecaux accélère ce mouvement. La Direction Data aura pour mission de développer une stratégie au niveau Groupe afin d'exploiter le potentiel considérable qu'offrent la collecte, l'analyse, la modélisation et l'exploitation des données et ce, dans le strict respect des réglementations applicables à la protection des données personnelles des citoyens et usagers qui, en Europe par exemple, seront très prochainement renforcées par l'entrée en vigueur du Règlement Général sur la Protection des Données.

En mai, JCDecaux a annoncé la signature d'un contrat exclusif avec CiR (Counter Intelligence Retail - une filiale du groupe NPD), et est devenu l'unique société du secteur des médias à bénéficier des statistiques sur les passagers aériens internationaux de CiR. Ce contrat de plusieurs années assure à JCDecaux Airport un accès exclusif à l'une des sources les plus exhaustives de données et d'informations sur le trafic aérien international.

En juin, JCDecaux annonce le lancement de VIOOH – une plateforme mondiale indépendante et automatisée de planning et de trading conçue pour accélérer la croissance de la communication extérieure et connecter le secteur à l'écosystème numérique programmatique. Le capital de VIOOH (prononcé View) est actuellement détenu à 93,5% par JCDecaux et à 6,5% par Veltys, société spécialiste des données et de la modélisation. VIOOH vise à accroître les investissements mondiaux de communication extérieure en proposant une plateforme programmatique intégrée de planning et de trading aux vendeurs et acheteurs du secteur des médias. Alors que les prévisions considèrent la communication extérieure

digitale (DOOH) comme le 2^{ème} média ayant la croissance la plus rapide entre 2017 et 2020, la plateforme renforcera la capacité de JCDecaux à répondre aux nouvelles attentes de ses clients, marques et agences, et étendra l'écosystème du Groupe.

PERSPECTIVES

A l'occasion de la publication des résultats du premier semestre 2018, **Jean-Charles Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« En ce qui concerne le troisième trimestre 2018, nous nous attendons à ce que la croissance de notre chiffre d'affaires organique ajusté accélère pour atteindre autour de +7 %. »

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le paragraphe 8 de l'« Annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés » en page 27 rend compte des transactions avec les parties liées.

FACTEURS DE RISQUES

Les principaux facteurs de risques identifiés par le Groupe sont les suivants :

1. Risques liés à l'activité du Groupe

- Réputation du Groupe

La réputation du Groupe et son historique en matière d'intégrité sont des éléments essentiels à son accès aux marchés des collectivités locales.

Dès 2001, le Groupe a consigné dans une Charte éthique, les principes et règles éthiques à respecter dans la conduite des affaires du Groupe. Cette Charte Ethique fait l'objet d'une large diffusion auprès de l'ensemble des sociétés et des collaborateurs du Groupe.

- Dépendance à l'égard des dirigeants

La performance du Groupe est fortement liée à certains dirigeants clés.

Le Comité des rémunérations et des nominations a établi un plan de succession des membres du Directoire si cela devait se produire.

- Risques liés à la conjoncture économique

En cas de récession mondiale, le secteur de la publicité et de la communication est susceptible de subir plus fortement les variations d'activité du fait d'une possible réduction du budget communication des annonceurs. Le Groupe doit faire face à l'activité cyclique du marché de la publicité.

Sa répartition géographique lui permet de minimiser les effets d'une éventuelle baisse générale du secteur du fait de réactions disparates et décalées des marchés des différents pays dans lesquels il est implanté.

- Risques de contrepartie liés à la dépendance vis-vis des clients et des fournisseurs

Le Groupe a un portefeuille de clients diversifié et a recourt à un nombre important de fournisseurs mais n'est pas en situation de dépendance vis à vis d'un client ou d'un fournisseur.

- Risques liés aux contrats de droit public

La conclusion des contrats avec les collectivités territoriales et administrations françaises et celles d'autres pays est régie par des réglementations complexes.

Le Groupe a constitué, au fil du temps, des équipes de juristes spécialistes du droit des marchés publics pour gérer les processus d'appel d'offres en France et à l'étranger.

2. Risques juridiques et réglementaires

- Risques liés à la réglementation particulière applicable au Groupe

Le marché de la communication extérieure est réglementé au niveau local et national, dans la plupart des pays dans lesquels le Groupe est présent.

Le Groupe s'appuie sur ses équipes de juristes pour veiller à l'application de la réglementation dans chaque pays et pour en suivre toutes les évolutions.

- Risques liés aux litiges en cours

Le Groupe JCDecaux est partie à un certain nombre de contentieux dans le cadre de la conduite normale de ses affaires.

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, dont la Société est informée y compris en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois, à sa connaissance, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

- Risques liés à la propriété intellectuelle

Du fait de la digitalisation croissante du parc de dispositifs publicitaires, mais aussi du déploiement de solutions servicielles intégrées dans les mobiliers ainsi que des solutions de Vélo en Libre-Service en évolution constante, le Groupe JCDecaux doit faire face à plusieurs types de risques.

Les développements effectués en propre par JCDecaux donnent lieu à une politique déterminée de protection de ses droits de propriété intellectuelle.

3. Risques liés à la croissance externe

- Risques liés aux acquisitions

Dans le cadre de sa stratégie de croissance externe, le Groupe est amené à réaliser des acquisitions de sociétés ayant pour activité la communication extérieure sur le marché français mais aussi sur des marchés étrangers.

Afin de limiter les risques liés aux acquisitions, l'opportunité de chaque acquisition fait l'objet d'une analyse approfondie par la Direction Générale, la Direction des Fusions-Acquisitions et Développement du Groupe et la Direction Juridique Groupe. En outre, durant tout le processus d'acquisition, le Groupe s'entoure de conseils spécialisés.

- **Risques liés à l'environnement géopolitique**

Du fait de son implantation dans de très nombreux pays, le Groupe peut subir les effets d'une période d'instabilité économique ou politique.

Le développement international du Groupe induit une répartition géographique diversifiant et limitant la concentration de ce risque sur un pays donné.

4. Risques financiers

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé aux risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie).

L'objectif du Groupe est de minimiser ces risques, par le choix de politiques financières adaptées. Cependant, il peut être amené à gérer des positions résiduelles. Le suivi et la gestion s'effectuent alors de manière centralisée, par une équipe dédiée au sein de la Direction Financière Groupe. Les politiques de gestion de ces risques et les stratégies de couvertures sont approuvées par la Direction Générale.

5. Risques informatiques

Le Groupe s'appuie sur des Systèmes d'Information complexes supportant ses activités commerciales, industrielles et de gestion. Les principaux risques sont liés à la protection de la confidentialité, à l'intégrité et au maintien de la capacité opérationnelle de ces systèmes.

Les systèmes d'informations du Groupe font l'objet de protections à plusieurs niveaux : les centres informatiques sont sécurisés, les accès aux logiciels contrôlés, les systèmes d'affichage audités.

6. Risques environnementaux

- **Risques liés au changement climatique, mesures de réduction des risques et stratégie bas carbone**

Des risques liés à des événements climatiques extrêmes de plus en plus fréquents ou à l'augmentation du niveau de la mer peuvent impacter l'activité du Groupe localement.

Le Groupe, au travers de sa stratégie développement durable, a mis en place diverses mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation du changement climatique.

- **Risques environnementaux liés à l'activité**

Les risques environnementaux liés à l'activité du Groupe sont très limités. Néanmoins, le Groupe a identifié un site ICPE soumis à déclaration en France qui font l'objet de tous les contrôles et suivis requis.

Le Groupe a mis en place des mesures de suivi des risques liés à ce site et des contrôles réguliers sont effectués pour réduire au maximum les risques environnementaux liés à ce site.

7. Assurances - Couverture des risques

Compte-tenu de l'homogénéité des activités du Groupe dans les différents pays où il les exerce, la politique du Groupe est de couvrir ses risques essentiels de façon centralisée par des polices d'assurance mondiales souscrites par JCDecaux SA auprès de compagnies d'assurance disposant d'un réseau international, pour couvrir notamment les risques de dommages aux biens/pertes d'exploitation ainsi que les risques de mise en jeu de sa responsabilité civile.

Le Groupe JCDecaux a pour politique de ne pas transférer ses risques à des assureurs dont la notation financière n'est pas de premier plan.

Pour le second semestre 2018, le Groupe reste soumis aux facteurs de risques habituels et propres à son activité tels que décrit ci-dessus.

COMPTES CONSOLIDÉS DU 1^{ER} SEMESTRE 2018**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS****ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE****Actifs**

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2018	31/12/2017
Goodwill	1 340,0	1 341,3
Autres immobilisations incorporelles	289,8	301,9
Immobilisations corporelles	1 158,3	1 156,3
Titres mis en équivalence	472,9	476,0
Investissements financiers	0,5	0,6
Autres actifs financiers	90,6	89,7
Impôts différés actif	103,9	92,3
Créances d'impôts sur les sociétés	1,4	1,5
Autres créances	26,5	23,8
ACTIFS NON COURANTS	3 483,9	3 483,4
Autres actifs financiers	3,1	3,7
Stocks	169,2	123,8
Instrument financiers dérivés § 5.2	5,6	0,2
Clients et autres débiteurs	933,7	918,1
Créances d'impôts sur les sociétés	37,8	49,9
Actifs financiers de trésorerie § 5.2	55,8	277,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie § 5.2	298,6	728,3
ACTIFS COURANTS	1 503,8	2 101,9
TOTAL DES ACTIFS	4 987,7	5 585,3

Capitaux propres et passifs

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2018	31/12/2017
Capital	3,2	3,2
Primes	604,9	602,4
Réserves consolidées	1 738,9	1 669,7
Résultat net part du Groupe	57,5	193,7
Autres éléments des capitaux propres	-119,1	-117,6
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE	2 285,4	2 351,4
Participations ne donnant pas le contrôle	50,2	60,7
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	§ 5.1 2 335,6	2 412,1
Provisions	375,6	385,7
Impôts différés passif	95,5	79,3
Dettes financières	§ 5.2 769,3	786,6
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	81,5	80,1
Autres créditeurs	13,0	11,8
Passifs d'impôt exigible	0,1	0,0
Instruments financiers dérivés	§ 5.2 0,2	0,5
PASSIFS NON COURANTS	1 335,2	1 344,0
Provisions	81,5	71,6
Dettes financières	§ 5.2 72,7	586,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	20,8	21,9
Instruments financiers dérivés	§ 5.2 1,2	4,9
Fournisseurs et autres créditeurs	1 103,9	1 092,4
Passifs d'impôt exigible	25,6	39,6
Concours bancaires	§ 5.2 11,2	12,8
PASSIFS COURANTS	1 316,9	1 829,2
TOTAL DES PASSIFS	2 652,1	3 173,2
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	4 987,7	5 585,3

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En millions d'euros</i>		1er semestre 2018	1er semestre 2017 Retraité (1)
CHIFFRE D'AFFAIRES		1 447,8	1 450,8
Coûts directs d'exploitation		-1 007,2	-1 000,2
Coûts commerciaux, généraux & administratifs		-278,2	-254,6
MARGE OPÉRATIONNELLE		162,4	196,0
Dotations aux amortissements et provisions nettes		-113,4	-112,8
Perte de valeur des goodwill		0,0	0,0
Pièces détachées maintenance		-16,2	-23,7
Autres produits opérationnels		14,7	12,4
Autres charges opérationnelles		-5,9	-4,7
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	§ 5.3	41,6	67,2
Produits financiers		4,5	3,7
Charges financières		-16,1	-20,1
RÉSULTAT FINANCIER	§ 5.4	-11,6	-16,4
Impôts sur les bénéfices	§ 5.5	-9,6	-18,1
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 5.6	38,6	46,5
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		59,0	79,2
Résultat des activités abandonnées		0,0	0,0
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		59,0	79,2
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle	§ 5.7	1,5	5,1
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		57,5	74,1
Résultat de base par action (en euros)		0,270	0,349
Résultat dilué par action (en euros)		0,270	0,348
Nombre moyen pondéré d'actions		212 751 681	212 551 825
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)		212 853 014	212 684 037

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>En millions d'euros</i>		1er semestre 2018	1er semestre 2017 Retraité (1)
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		59,0	79,2
Écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger ⁽²⁾		-4,4	-71,4
Écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger		-1,8	-5,8
Couverture des flux de trésorerie		3,5	-1,5
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		-0,5	0,6
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		1,0	-12,9
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		-2,2	-91,0
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs		2,1	-1,1
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		-0,5	0,4
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		0,0	2,1
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		1,6	1,4
Total des autres éléments du résultat global		-0,6	-89,6
RÉSULTAT GLOBAL		58,4	-10,4
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle		2,4	0,4
RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE		56,0	-10,8

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) Sur le premier semestre 2018, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont principalement liés à des variations de taux de change, dont principalement -8,6 millions d'euros sur le Brésil, -3,5 millions d'euros sur l'Angola, -3,3 millions d'euros sur l'Afrique du Sud, -1,1 million d'euros sur la Suède, -1,0 million d'euros sur l'Australie, +2,0 millions d'euros sur les Emirats Arabes Unis, +2,9 millions d'euros sur le Mexique et +8,5 millions d'euros sur Hong Kong.
Sur le premier semestre 2017, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont principalement liés à des variations de taux de change, dont principalement -32,0 millions d'euros sur Hong Kong, -7,6 millions d'euros sur la Turquie, -6,4 millions d'euros sur les États Unis, -5,1 millions d'euros sur le Royaume-Uni, -5,1 millions d'euros sur le Panama et -4,4 millions d'euros sur les Emirats Arabes Unis. Ils comprennent le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour 7,3 millions d'euros suite aux variations de périmètre.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2017

En millions d'euros	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère											Participations ne donnant pas le contrôle	Total	
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves consolidées	Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels / planonnement des actifs	Autres	Total Autres éléments			
Capitaux propres au 1er janvier 2017	3,2	596,7	0,0	1 807,8	0,1	-0,1	60,7	0,9	-57,1	0,8	5,3	2 413,0	21,0	2 434,0
Augmentation / Diminution de capital ⁽¹⁾		0,1		-1,6							0,0	-1,5	-0,1	-1,6
Distributions de dividendes				-119,0							0,0	-119,0	-10,3	-129,3
Paievements en actions		1,4									0,0	1,4		1,4
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽²⁾											0,0	0,0	10,3	10,3
Variations de périmètre ⁽³⁾				-4,2			-1,2		-0,1		-1,3	-5,5	-3,4	-8,9
Résultat de l'ensemble consolidé				74,1							0,0	74,1	5,1	79,2
Autres éléments du Résultat global					-1,5		-84,9		1,5		-84,9	-84,9	-4,7	-89,6
Résultat global	0,0	0,0	0,0	74,1	-1,5	0,0	-84,9	0,0	1,5	0,0	-84,9	-10,8	0,4	-10,4
Autres				0,2			-0,1		0,1		0,0	0,2		0,2
Capitaux propres au 30 juin 2017	3,2	598,2	0,0	1 757,3	-1,4	-0,1	-25,5	0,9	-55,6	0,8	-80,9	2 277,8	17,9	2 295,7

- (1) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock-options et augmentations et diminutions de capital des sociétés contrôlées.
- (2) Exercice d'engagements d'achat. Par ailleurs, les effets de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle pour -1,1 million d'euros sur le premier semestre 2017.
- (3) Mouvements de périmètre suite principalement à l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle dans une société en Europe.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2018

En millions d'euros	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère											Participations ne donnant pas le contrôle	Total	
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves consolidées	Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels / planonnement des actifs	Autres	Total Autres éléments			
Capitaux propres au 31 décembre 2017 publiés	3,2	602,4	0,0	1 863,4	-0,2	-0,1	-65,7	0,9	-53,3	0,8	-117,6	2 351,4	60,7	2 412,1
Retraitement IFRS 9 ⁽¹⁾				-1,2							0,0	-1,2	-0,1	-1,3
Capitaux propres au 1er janvier 2018 retraités	3,2	602,4	0,0	1 862,2	-0,2	-0,1	-65,7	0,9	-53,3	0,8	-117,6	2 350,2	60,6	2 410,8
Augmentation / Diminution de capital ⁽²⁾		2,0									0,0	2,0	0,2	2,2
Distributions de dividendes				-119,1							0,0	-119,1	-12,6	-131,7
Paievements en actions		0,5									0,0	0,5	0,0	0,5
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾											0,0	0,0	0,0	0,0
Variations de périmètre				-4,4							0,0	-4,4	-0,4	-4,8
Résultat de l'ensemble consolidé				57,5							0,0	57,5	1,5	59,0
Autres éléments du Résultat global					2,5		-5,6		1,6		-1,5	-1,5	0,9	-0,6
Résultat global	0,0	0,0	0,0	57,5	2,5	0,0	-5,6	0,0	1,6	0,0	-1,5	56,0	2,4	58,4
Autres				0,2							0,0	0,2	0,0	0,2
Capitaux propres au 30 juin 2018	3,2	604,9	0,0	1 796,4	2,3	-0,1	-71,3	0,9	-51,7	0,8	-119,1	2 285,4	50,2	2 335,6

- (1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».
- (2) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock-options et augmentations et diminutions de capital des sociétés contrôlées.
- (3) Il n'y a pas sur le premier semestre 2018 de nouvel engagement ou d'exercice d'engagements d'achat. Par ailleurs, les effets de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle pour -0,3 million d'euros sur le premier semestre 2018.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>En millions d'euros</i>		1er semestre 2018	1er semestre 2017
Résultat net avant impôts		68,6	97,3
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 5.6	-38,6	-46,5
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		43,6	85,5
Charges liées aux paiements en actions		0,5	1,4
Dotations nettes aux amortissements et provisions		112,9	111,5
Plus et moins-values de cession et résultat sur variations de périmètre		-12,3	-10,0
Charges nettes d'actualisation		2,5	3,7
Intérêts financiers nets		5,7	9,7
Dérivés financiers, résultat de change et autres		2,3	-15,2
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-58,3	-72,9
Variation des stocks		-45,4	-20,7
Variation des clients et autres créances		-25,0	-75,6
Variation des fournisseurs et autres dettes		12,1	23,4
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		126,9	164,5
Intérêts financiers payés		-22,4	-21,2
Intérêts financiers reçus		4,3	2,3
Impôt sur le résultat payé		-10,9	-60,2
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		97,9	85,4
Décassements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		-103,6	-93,8
Décassements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise ⁽¹⁾		-	0,3
Acquisitions d'autres immobilisations financières		-2,8	-12,5
Total Investissements		-106,4	-106,0
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		13,8	7,0
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée ⁽¹⁾		2,9	-0,1
Cessions d'autres immobilisations financières		4,0	15,2
Total Désinvestissements		20,7	22,1
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS		-85,7	-83,9
Distribution mise en paiement		-131,7	-129,3
Réduction des capitaux propres		-	-2,2
Décassements sur acquisitions de titres de participations ne donnant pas le contrôle		-0,6	-8,1
Remboursement d'emprunts à long terme		-523,6	-24,4
Remboursement des emprunts de location financement		-4,5	-4,5
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de trésorerie		222,3	24,3
Besoin de trésorerie (Financement)		-438,1	-144,2
Augmentation des capitaux propres		2,2	0,6
Augmentation des emprunts à long terme		5,8	7,6
Dégagement de trésorerie (Financement)		8,0	8,2
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT		-430,1	-136,0
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		-417,9	-134,5
Trésorerie nette d'ouverture	§ 5.2	715,5	687,7
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements		-10,2	-0,8
Trésorerie nette de clôture ⁽²⁾	§ 5.2	287,4	552,4

(1) Dont aucune trésorerie nette acquise et cédée sur le 1^{er} semestre 2018 contre 0,1 million d'euros de trésorerie nette acquise et cédée sur le 1^{er} semestre 2017.

(2) Dont 298,6 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et 11,2 millions d'euros de concours bancaires au 30 juin 2018 contre respectivement 560,3 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et 7,9 millions d'euros de concours bancaires au 30 juin 2017.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les comptes consolidés du premier semestre 2018, arrêtés par le Directoire du 19 juillet 2018, ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

S'agissant de comptes résumés, les comptes consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2017, inclus dans le document de référence déposé à l'AMF, et sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

1.2. Principales méthodes comptables

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels 2018 sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne : https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/amending-and-supplementary-acts/acts-adopted-basis-regulatory-procedure-scrutiny-rps_fr.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2017, à l'exception de l'application des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1^{er} janvier 2018 :

- l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » ;
- l'IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- les modifications IFRS 2 « Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions » ;
- l'interprétation IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée » ;
- les améliorations annuelles des IFRS : cycle 2014-2016.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations lorsque l'application obligatoire est postérieure au 30 juin 2018, qu'ils aient été adoptés ou non par l'Union Européenne. L'impact de ces normes et amendements est en cours d'analyse.

Concernant IFRS 16 « Contrats de location », son application aura globalement pour effet sur les comptes du Groupe de porter à l'actif en contrepartie d'une dette, une partie substantielle des engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés par le Groupe dans le cadre de l'exploitation courante. Ces engagements sont présentés au paragraphe 8 « Commentaires sur les engagements hors-bilan » dans les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2017 et leur évolution au 30 juin 2018 est rappelée au paragraphe 6 « Commentaires sur les engagements hors-bilan » ci-dessous. Les travaux d'appréciation des impacts se poursuivent sur la base d'un recensement des contrats dans un outil informatique qui a été choisi et déployé dans le Groupe au cours du premier semestre 2018. Compte-tenu de ces travaux en cours, le choix de la méthode de transition n'est pas définitivement arrêté.

1.3. Modalités d'établissement des comptes semestriels

1.3.1. Impôts

La charge d'impôt du semestre est calculée pour chaque pays sur la base d'un taux moyen effectif estimé sur une base annuelle et appliqué au résultat semestriel avant impôts du pays. Cette estimation du taux moyen effectif tient compte le cas échéant de l'utilisation et de l'activation ou non de déficits reportables.

1.3.2. Tests de perte de valeur

Le Groupe n'a pas constaté au 30 juin 2018 de perte de valeur significative sur les immobilisations corporelles, incorporelles ainsi que sur les goodwill et les titres mis en équivalence.

1.3.3. Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation utilisé pour le calcul de la provision pour avantages au personnel au 30 juin 2018 est de 2,65 % pour le Royaume-Uni (contre 2,5 % au 31 décembre 2017) et de 1,65 % pour la zone Euro (contre 1,5 % au 31 décembre 2017). Le taux d'actualisation des provisions pour démontage et des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est de 1,5 % comme au 31 décembre 2017.

2. CHANGEMENT DE METHODES COMPTABLES

Les comptes consolidés ont été retraités au 1^{er} janvier 2017 et au 31 décembre 2017 au titre de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'application de la norme IFRS 15 a conduit à un changement de présentation au compte de résultat des facturations de taxes publicitaires qui étaient précédemment comptabilisées en produit sur la ligne « Coûts directs d'exploitation » et qui sont dorénavant classées en chiffre d'affaires. Le changement décrit ci-dessus a un impact de +10,0 millions d'euros sur le chiffre d'affaires Ajusté et IFRS et n'a pas d'impact sur la marge opérationnelle et le résultat net du 1^{er} semestre 2017. Ce reclassement est sans effet sur le tableau des flux de trésorerie et sur l'état de situation financière.

Par ailleurs l'analyse d'IFRS 15 menée en particulier sur l'activité non publicitaire n'appelle pas de changement. Le chiffre d'affaires non publicitaire est le chiffre d'affaires réalisé sur les ventes, location et entretien de mobilier urbain ainsi que sur l'activité de Vélos en Libre-Service et la mise en œuvre de solutions techniques innovantes, selon le concept « JCDecaux Innovate » et les services annexes au chiffre d'affaires analogue ou digital.

Le Groupe a adopté la norme IFRS 9 « Instruments financiers » au 1^{er} janvier 2018 sans retraiter l'exercice comparatif 2017.

L'application de la norme IFRS 9 qui remplace la norme IAS 39 « Instruments financiers » est scindée en trois volets :

- Classement et évaluation des actifs et passifs financiers : l'impact pour le Groupe entraîne la suppression de la catégorie « Actifs disponibles à la vente » pour laquelle sous IAS 39 le Groupe comptabilisait les variations de juste valeur en autres éléments du résultat global avec recyclage en compte de résultat lors de leur cession. La norme IFRS 9 donne le choix de réévaluer à la juste valeur chacun de ces actifs en résultat ou en autres éléments du résultat global sans possibilité de recyclage en résultat. L'application de ce volet n'a pas eu d'impact dans les comptes consolidés du Groupe.
- Dépréciation des actifs financiers : la nouvelle norme introduit un modèle prospectif basé sur les pertes attendues qui doit s'appliquer sur les actifs financiers dès leur comptabilisation initiale, tandis qu'IAS 39 imposait la constitution d'une provision uniquement lorsque la perte était avérée (lorsque leur valeur de recouvrement est inférieure à leur valeur comptable). Ce changement a conduit à reconnaître une provision complémentaire sur les créances clients saines en appliquant un taux moyen de défaut de paiement à partir de données statistiques historiques. L'impact sur les capitaux propres est de -1,8 million d'euros (-1,3 million d'euros de provision nette d'impôt) au 31 décembre 2017.
- L'application prospective du volet 3 « Comptabilité de couverture » n'a pas d'impact significatif sur les méthodes comptables du Groupe en ce qui concerne la comptabilisation des opérations de couvertures et des instruments financiers dérivés gérés par le Groupe.

3. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le Groupe n'a pas connu de variation de périmètre significative au cours du premier semestre 2018.

3.1. Effets des acquisitions

Le Groupe n'a procédé à aucune prise de contrôle sur le premier semestre 2018.

Les valeurs des actifs et des passifs acquis ainsi que le goodwill afférent à l'échange d'actifs de CMI en octobre 2017 ont été déterminés de manière provisoire et sont susceptibles d'évoluer durant le délai nécessaire à l'affectation des goodwill qui peut s'étendre jusqu'à 12 mois après la date de prise de contrôle.

4. INFORMATION SECTORIELLE

Les données des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle, telles que communiquées dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO), pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance. En conséquence, conformément à la norme IFRS 8, les données opérationnelles présentées ci-après, en ligne avec cette information interne, sont ajustées pour prendre en compte l'impact en proportionnel des coentreprises. Elles font l'objet d'une réconciliation avec les états financiers IFRS où l'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

4.1. Par secteur opérationnel

4.1.1. Sur le premier semestre 2018

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels sur le 1^{er} semestre 2018 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires	742,7	659,4	241,2	1 643,3
Marge opérationnelle	149,3	53,8	11,3	214,4
Résultat d'exploitation	62,4	26,5	-6,2	82,7
Investissements corporels et incorporels nets	69,7	19,8	4,7	94,2

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	1 643,3	-195,5	1 447,8
Marge opérationnelle	214,4	-52,0	162,4
Résultat d'exploitation	82,7	-41,1	41,6
Investissements corporels et incorporels nets	94,2	-4,4	89,8

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

L'impact de -195,5 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -201,8 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +6,3 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 1 447,8 millions d'euros.

4.1.2. Sur le premier semestre 2017 (retraité)

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels sur le 1^{er} semestre 2017 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires	751,6	651,7	248,1	1 651,4
Marge opérationnelle	174,9	66,0	14,1	255,0
Résultat d'exploitation	79,2	42,4	-2,9	118,7
Investissements corporels et incorporels nets	59,9	21,0	12,3	93,2

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	1 651,4	-200,6	1 450,8
Marge opérationnelle	255,0	-59,0	196,0
Résultat d'exploitation	118,7	-51,5	67,2
Investissements corporels et incorporels nets	93,2	-6,4	86,8

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

L'impact de -200,6 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -207,4 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +6,8 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 1 450,8 millions d'euros.

4.2. Par zone géographique

4.2.1. Sur le premier semestre 2018

L'information par zone géographique sur le 1^{er} semestre 2018 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	Asie-Pacifique	France	Reste du monde	Royaume-Uni	Amérique du Nord	Total
Chiffre d'affaires	447,4	400,2	287,6	208,3	173,2	126,6	1 643,3

(1) Hors France et Royaume-Uni.

4.2.2. Sur le premier semestre 2017 (retraité)

L'information par zone géographique sur le 1^{er} semestre 2017 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	Asie-Pacifique	France	Reste du monde	Royaume-Uni	Amérique du Nord	Total
Chiffre d'affaires	443,0	372,9	301,8	216,6	175,9	141,2	1 651,4

(1) Hors France et Royaume-Uni.

4.3. Autres informations

4.3.1. Sur le premier semestre 2018

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS sur le 1^{er} semestre 2018 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	137,4	-39,5	97,9
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-37,5	-20,8	-58,3
Investissements corporels et incorporels nets	-94,2	4,4	-89,8
Cash-Flow Disponible	43,2	-35,1	8,1

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

4.3.2. Sur le premier semestre 2017

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS sur le 1^{er} semestre 2017 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	123,3	-37,9	85,4
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-14,3	-58,6	-72,9
Investissements corporels et incorporels nets	-93,2	6,4	-86,8
Cash-Flow Disponible	30,1	-31,5	-1,4

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

5. COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE ET SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1. Capitaux propres

Au 30 juin 2018, le capital s'établit à 3 243 470,83 euros divisé en 212 757 582 actions de même catégorie et entièrement libérées.

Rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au 1er janvier 2018 et au 30 juin 2018 :

Comptes consolidés du 1^{er} semestre 2018

Annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés

Nombre d'actions en circulation au 1 ^{er} janvier 2018	212 676 701
Emission d'actions suite aux levées d'options	80 881
Nombre d'actions en circulation au 30 juin 2018	212 757 582

Le Groupe n'a pas accordé de plan d'actions gratuites ou de plan de stock-options au cours du premier semestre 2018.

L'Assemblée Générale du 17 mai 2018 a décidé le versement d'un dividende de 0,56 euro pour chacune des 212 676 701 actions composant le capital social au 31 décembre 2017.

5.2. Dette Financière

En millions d'euros		30/06/2018			31/12/2017		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan	(1)	72,7	769,3	842,0	586,0	786,6	1 372,6
Instruments financiers actifs		- 5,6		- 5,6	- 0,2		- 0,2
Instruments financiers passifs		1,2	0,2	1,4	4,9	0,5	5,4
Instruments financiers de couverture	(2)	- 4,4	0,2	- 4,2	4,7	0,5	5,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie (*)		298,6		298,6	728,3		728,3
Concours bancaires		- 11,2		- 11,2	- 12,8		- 12,8
Trésorerie nette	(3)	287,4	-	287,4	715,5	-	715,5
Actifs financiers de trésorerie (**)	(4)	55,8	-	55,8	277,9	-	277,9
Dette financière nette (hors engagements de rachat de minoritaires)	(5)=(1)+(2)-(3)-(4)	- 274,9	769,5	494,6	- 402,7	787,1	384,4

(*) Au 30 juin 2018, le Groupe dispose de 298,6 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie (contre 728,3 millions d'euros au 31 décembre 2017). Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 7,6 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 30 juin 2018, contre 8,0 millions d'euros au 31 décembre 2017.

(**) Les actifs financiers de trésorerie au 30 juin 2018 sont constitués de 44,2 millions d'euros de placements liquides à court terme (contre 244,0 millions d'euros au 31 décembre 2017) et de 11,6 millions d'euros (contre 33,9 millions d'euros au 31 décembre 2017) de trésorerie mise sous séquestre par le Groupe dans le cadre de contrats, trésorerie appartenant au Groupe. Ces actifs financiers ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

L'impact de la revalorisation à la juste valeur du fait du coût amorti est le suivant (retraitements IFRS 9) :

En millions d'euros		30/06/2018			31/12/2017		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan	(1)	72,7	769,3	842,0	586,0	786,6	1 372,6
Impact du coût amorti (Revalorisation IFRS 9)	(2)	1,2	3,8	5,0	1,2	4,4	5,6
Dette financière économique	(3)=(1)+(2)	73,9	773,1	847,0	587,2	791,0	1 378,2

La dette financière du Groupe comprend un emprunt obligataire porté par JCDecaux SA de 750 millions d'euros émis en juin 2016 à échéance juin 2023. En février 2018, JCDecaux SA a procédé au remboursement de son emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis en février 2013.

Au 30 juin 2018, JCDecaux SA dispose également d'une ligne de crédit revolving confirmée non tirée pour un montant de 825 millions d'euros dont la maturité est juillet 2022.

Cette ligne de crédit revolving impose le respect du ratio : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5. Au 30 juin 2018, JCDecaux SA respecte ce « covenant » avec un ratio très éloigné de la limite requise.

JCDecaux SA est notée « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 5 juillet 2018, et celle de Standard and Poor's du 19 juillet 2017), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

5.3. Résultat d'exploitation

Au cours du premier semestre 2018, le résultat d'exploitation s'élève à 41,6 millions d'euros contre 67,2 millions d'euros sur le premier semestre 2017. Cette diminution est liée à la baisse de la marge opérationnelle compensée en partie par une diminution des charges nettes comptabilisées entre cet agrégat et le résultat d'exploitation provenant principalement d'une diminution des pièces détachées de maintenance.

5.4. Résultat financier

Au cours du premier semestre 2018, le résultat financier s'élève à -11,6 millions d'euros contre -16,4 millions d'euros sur le premier semestre 2017. Cette amélioration provient principalement de la baisse des intérêts financiers nets en lien avec la diminution de l'endettement brut suite au remboursement en février 2018 de l'emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis en février 2013.

5.5. Impôts sur les bénéfices

Au cours du premier semestre 2018, le Groupe enregistre une charge d'impôt de -9,6 millions d'euros contre une charge d'impôt de -18,1 millions d'euros sur le premier semestre 2017. Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill et prise en compte de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est de 32,0 % sur le premier semestre 2018 contre 35,6 % sur le premier semestre 2017. Retraité de l'effet d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, le taux effectif d'impôt est de 31,7 % sur le premier semestre 2018 contre 34,9 % sur le premier semestre 2017.

5.6. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

Au cours du premier semestre 2018, la quote-part dans les résultats des entreprises associées s'élève à 9,0 millions d'euros contre 8,9 millions d'euros sur le premier semestre 2017, et la quote-part dans les résultats des coentreprises s'élève à 29,6 millions d'euros sur le premier semestre 2018 contre 37,6 millions d'euros sur le premier semestre 2017.

5.7. Participations ne donnant pas le contrôle

La part des minoritaires dans le résultat est de 1,5 million d'euros au cours du premier semestre 2018 contre 5,1 millions d'euros sur le premier semestre 2017.

6. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

La principale source d'évolution significative au niveau des engagements hors-bilan au 30 juin 2018 par rapport au 31 décembre 2017 est une diminution de l'ordre de 64 millions d'euros des engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis donnés dans le cadre de l'exploitation courante. Cette diminution est essentiellement liée aux paiements de loyers et redevances et aux variations de change, partiellement compensés par les gains et renouvellements de contrats intervenus sur le premier semestre 2018.

7. SAISONNALITÉ

L'ensemble des indicateurs opérationnels sont caractérisés par une forte saisonnalité liée à un niveau d'activité généralement plus faible sur le premier semestre de l'année civile. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2018 ne sont pas nécessairement représentatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2018.

8. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

Au 30 juin 2018, les relations entre le Groupe et les parties liées n'ont pas évolué de manière significative par rapport au 31 décembre 2017. Les transactions réalisées avec les parties liées au compte de résultat sont similaires à celles du premier semestre 2017.

9. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Suite à l'annonce par le Groupe le 26 juin 2018 de la signature d'un accord avec APN Outdoor Group Limited (« APN Outdoor ») en vue de l'acquisition de 100% du capital d'APN Outdoor via un Scheme of Arrangement, le Groupe est susceptible d'intégrer dans son périmètre APN Outdoor, un des leaders de la communication extérieure en Australie et en Nouvelle-Zélande, opérant principalement sur les segments du grand format, ainsi que du transport terrestre, ferroviaire et aéroportuaire. Le Scheme of Arrangement est soumis à l'approbation des actionnaires d'APN Outdoor ainsi qu'à l'autorisation de l'Australian Competition and Consumer Commission. Aux termes de l'accord, JCDecaux offrira 6,70 dollars australiens en numéraire par action APN Outdoor, correspondant approximativement à 1,119 milliard de dollars australiens.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

JCDecaux SA

Siège social : 17, rue Soyer - 92200 Neuilly-sur-Seine

Capital social : € 3 243 470,83

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2018

Période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société JCDecaux SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité de votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 2. Changement de méthodes comptables » de l'annexe qui expose les incidences de l'application des normes IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers » sur les comptes consolidés intermédiaires résumés.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Paris La Défense, le 26 juillet 2018

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Grégoire Menou
Associé

Frédéric Quélin
Associé

Paris La Défense, le 26 juillet 2018

ERNST & YOUNG et Autres

Gilles Puissochet
Associé

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation du Groupe JCDecaux, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers. »

Jean-Charles Decaux

Président du Directoire et Co-Directeur Général